



Brussels
14/04/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	OLAF.01.B
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	496173
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q3 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/06/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

(¹) To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
14/04/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

We are The European Anti-Fraud Office (OLAF). The fight against fraud to European Union's financial interests is central to the credibility of the European project. OLAF is both an investigative service and the Directorate-General of the European Commission responsible for the design and delivery of anti-fraud policy.

The Director-General of OLAF has statutory independence in the conduct of investigations into allegations of EU Staff misconduct, fraud and other illegal activities with financial consequences for the European budget. OLAF's independent investigation powers extend to all EU Institutions and bodies, as well as to economic operators with a relationship with the EU budget both in Member States and in third countries. Besides the operational activities for which OLAF has full independence, OLAF acts like other Directorates General within the Commission in designing and delivering policies within its area of competence.

The Operations & Investigations Selection Unit (OLAF.01) is reporting directly to the Director-General of OLAF.

The responsibility of OLAF.01 is the analysis and verification of information of investigative interests during the selection process. The unit provides opinions to the Director-General on whether an investigation or coordination case should be opened, or whether the case should be dismissed. With this purpose, OLAF.01 is the OLAF's contact point with the Member States, EU institutions and external partners including citizens, for the transmission of any allegation of fraud, corruption or any other illegal activity falling under OLAF competences.

Job presentation:

OLAF.01 offers an interesting and challenging position of Seconded National Expert as Selector.

A selector has the task to participate in the analysis of allegations received by OLAF, to process them through the use of Commission databases, open sources of intelligence and other information obtained from institutional partners, and to assess, together with Head of Sector and under the control of the Head of Unit, whether to open an investigation or to dismiss the case. In particular, he/she will be responsible for the selection of cases related to fraud and irregularities in shared management mode, structural funds and agricultural expenditures, and in the framework of Recovery and Resilience Facility. This entails consultation, cooperation with and analysis of the information provided by national authorities, as well as Commission's services, and private sources.



Selectors play a pivotal role in the conduct of a coherent and transparent investigation policy within OLAF. This is a key post in the OLAF structure, demanding a high level of professionalism as well as significant background in the areas concerned.

Security Clearance is not a pre-requisite but will be requested for the selected candidate, after entry into functions.

The SNE will work under the supervision of an administrator. Without prejudice to the principle of loyal cooperation between the national/regional and European administrations, the SNE will not work on individual cases with implications with files he/she would have had to deal with in his/her national administration in the two years preceding its entry into the Commission, or directly adjacent cases. In no case he/she shall represent the Commission in order to make commitments, financial or otherwise, or to negotiate on behalf of the Commission.

Jobholder profile:

The successful candidate should preferably have a solid experience in anti-fraud investigations, and/or experience in financial management or audit.

He/She should have:

- a thorough understanding of the institutional framework for implementing EU funds by the EU Member States, in shared management mode;
- excellent organisational skills and ability to manage priorities and deliver results under time pressure;
- excellent analytical skills
- very good interpersonal and communication skills;
- team spirit mindset;
- very good written and oral command of English. Good command of Spanish, Croatian, Hungarian or Polish, or familiarity with relevant national frameworks in Spain, Croatia, Hungary or Poland would be an advantage.



Brussels
14/04/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

Nous sommes l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). La lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne est au cœur de la crédibilité du projet européen. L'OLAF est à la fois un service d'enquête et la direction générale de la Commission européenne chargée de la conception et de la mise en œuvre de la politique antifraude.

Le Directeur Général de l'OLAF jouit d'une indépendance statutaire dans la conduite des enquêtes sur les allégations de mauvaise conduite, de fraude et d'autres activités illégales du personnel de l'UE ayant des conséquences financières pour le budget européen.

Les pouvoirs d'enquête indépendants de l'OLAF s'étendent à l'ensemble des institutions et organes de l'UE, ainsi qu'aux opérateurs économiques ayant une relation avec le budget de l'UE, tant dans les États membres que dans les pays tiers. Outre les activités opérationnelles pour lesquelles l'OLAF jouit d'une indépendance totale, l'OLAF agit comme d'autres directions générales au sein de la Commission dans la conception et la mise en œuvre des politiques relevant de son domaine de compétence.

L'unité Sélection des enquêtes et opérations (OLAF.01) rend compte directement au Directeur Général de l'OLAF.

La responsabilité de l'OLAF.01 consiste à analyser et à vérifier les informations relatives aux intérêts en matière d'enquête au cours de la procédure de sélection. L'unité donne des avis au Directeur Général sur la question de savoir si une enquête ou un dossier de coordination doit être ouvert ou s'il y a lieu de classer l'affaire sans suite. À cette fin, OLAF.01 est le point de contact de l'OLAF avec les États membres, les institutions de l'UE et les partenaires extérieurs, y compris les citoyens, pour la transmission de toute allégation de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale relevant de la compétence de l'OLAF.

Présentation du poste:

OLAF.01 offre une position intéressante et exigeante d'expert national détaché en tant que Sélecteur.

Un sélecteur a pour tâche de participer à l'analyse des allégations reçues par l'OLAF, de les analyser en ayant recours aux bases de données de la Commission, aux sources ouvertes de renseignements et autres informations obtenues auprès de partenaires institutionnels, et d'évaluer, avec le chef de secteur et sous le contrôle du chef d'unité, s'il y a lieu d'ouvrir une enquête ou de classer l'affaire sans suite. En particulier, il/elle



sera responsable de la sélection des dossiers liés à la fraude et aux irrégularités dans le cadre de la gestion partagée, des fonds structurels et des dépenses agricoles, ainsi que dans le cadre de la Facilité pour la Reprise et la Résilience. Cela implique des consultations, une coopération avec les autorités nationales, l'analyse des informations fournies par celles-ci, ainsi que par les services de la Commission et des sources privées.

Les sélecteurs jouent un rôle central dans la conduite d'une politique d'enquête cohérente et transparente au sein de l'OLAF. Il s'agit d'un poste clé au sein de la structure de l'OLAF, qui exige un haut niveau de professionnalisme ainsi qu'une expérience importante dans les domaines concernés.

L'habilitation de sécurité n'est pas une condition préalable, mais sera demandée pour le candidat sélectionné, après son entrée en fonction.

L'END travaillera sous la supervision d'un administrateur. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales, régionales et européennes, l'END ne travaillera pas sur des cas individuels ayant des incidences sur des dossiers qu'il aurait été amené à traiter dans son administration nationale au cours des deux années qui ont précédé l'entrée à la Commission ou sur des dossiers directement liés. En aucun cas, il ne représentera la Commission afin de prendre des engagements financiers ou autres, ou négocier au nom de la Commission.

Profil du titulaire du poste:

Le/la candidat(e) retenu(e) devrait de préférence posséder une solide expérience en matière d'enquêtes antifraude et/ou une expérience en gestion financière ou en audit.

Il/Elle devrait avoir :

- une compréhension approfondie du cadre institutionnel de mise en œuvre des fonds de l'UE par les États membres de l'UE en gestion partagée ;
- d'excellentes capacités organisationnelles et la capacité de gérer les priorités et de fournir des résultats sous pression ;
- d'excellentes compétences analytiques ;
- de très bonnes compétences interpersonnelles et de communication ;
- un esprit d'équipe ;
- une très bonne maîtrise écrite et orale de l'anglais. Une bonne maîtrise de l'espagnol, du croate, du hongrois ou du polonais, ou une connaissance des cadres nationaux pertinents en Espagne, en Croatie, en Hongrie ou en Pologne constituerait un atout.



Brussels
14/04/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Wir sind das Europäische Amt für Betrugsbekämpfung (OLAF). Die Bekämpfung von Betrug zum Nachteil der finanziellen Interessen der Europäischen Union ist für die Glaubwürdigkeit des europäischen Projekts von zentraler Bedeutung. Das OLAF ist sowohl ein Untersuchungsdienst als auch die Generaldirektion der Europäischen Kommission, die für die Gestaltung und Umsetzung der Betrugsbekämpfungspolitik zuständig ist.

Der Generaldirektor des OLAF ist bei der Durchführung von Untersuchungen in Bezug auf mutmaßliches Fehlverhalten von EU-Bediensteten, Betrug und sonstige rechtswidrige Handlungen mit finanziellen Auswirkungen auf den EU-Haushalt rechtlich unabhängig.

Das OLAF kann Untersuchungen in allen EU-Organen und -Einrichtungen sowie bei Wirtschaftsbeteiligten durchführen, deren Tätigkeit in Mitgliedstaaten oder in Drittländern einen Bezug zum EU-Haushalt aufweist. Neben den operativen Tätigkeiten, bei denen das OLAF völlig unabhängig ist, handelt es wie andere Generaldirektionen innerhalb der Kommission bei der Gestaltung und Umsetzung von Strategien in seinem Zuständigkeitsbereich.

Das Referat Auswahl der Operationen und Untersuchungen (OLAF.01) untersteht unmittelbar dem Generaldirektor des OLAF.

Die Zuständigkeit von OLAF.01 liegt in der Analyse und Überprüfung von Informationen über Untersuchungsinteressen während des Auswahlverfahrens. Das Referat gibt dem Generaldirektor Stellungnahmen dazu ab, ob ein Untersuchungs- oder Koordinierungsfall eingeleitet werden sollte oder ob der Fall abgewiesen werden sollte.

Zu diesem Zweck ist OLAF.01 die Kontaktstelle des OLAF gegenüber den Mitgliedstaaten, den EU-Organen und externen Partnern, einschließlich Bürgern, für die Übermittlung von Vorwürfen von Betrug, Korruption oder sonstigen rechtswidrigen Handlungen, die in die Zuständigkeit des OLAF fallen.

Stellenbeschreibung:

OLAF.01 bietet eine interessante und herausfordernde Position eines abgeordneten nationalen Sachverständigen als Selektor.

Ein Selektor hat die Aufgabe, sich an der Analyse der beim OLAF eingegangenen Vorwürfe zu beteiligen, diese mithilfe von Datenbanken der Kommission, offenen Informationsquellen und anderen Informationen von institutionellen Partnern zu bearbeiten und gemeinsam mit dem Bereichsleiter und unter der Kontrolle des



Referatsleiters zu prüfen, ob eine Untersuchung eingeleitet oder der Fall abgewiesen werden soll. Insbesondere wird er/sie für die Auswahl von Fällen im Zusammenhang mit Betrug und Unregelmäßigkeiten im Rahmen der geteilten Mittelverwaltung, der Strukturfonds und der Agrarausgaben sowie im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität verantwortlich sein. Dies umfasst Konsultationen, die Analyse der von den nationalen Behörden sowie von den Dienststellen der Kommission und privaten Quellen bereitgestellten Informationen und die Zusammenarbeit mit diesen Stellen.

Den Selektoren kommt eine zentrale Rolle bei der Durchführung einer kohärenten und transparenten Untersuchungspolitik innerhalb des OLAF zu. Dies ist eine wichtige Stelle in der OLAF-Struktur, die ein hohes Maß an Professionalität und einen bedeutenden Hintergrund in den betreffenden Bereichen erfordert.

Die Sicherheitsermächtigung ist keine Voraussetzung, sondern wird für den ausgewählten Bewerber nach dem Dienstantritt beantragt.

Der/die ANS arbeitet unter der Aufsicht eines AD-Beamten. Unbeschadet des Grundsatzes der loyalen Zusammenarbeit zwischen den nationalen, regionalen und europäischen Verwaltungen wird der/die ANS nicht in Einzelfällen im Zusammenhang mit Dossiers tätig, mit denen er/sie in den zwei Jahren vor Aufnahme der Tätigkeit bei der Kommission im Rahmen seiner/ihrer nationalen Verwaltung befasst war, oder mit unmittelbar angrenzenden Fällen. Keinesfalls vertritt er/sie die Kommission, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder im Namen der Kommission zu verhandeln.

Anforderungsprofil:

Der/die erfolgreiche Kandidat/in sollte vorzugsweise über fundierte Erfahrung in Betrugsbekämpfungsermittlungen und/oder über Erfahrung im Finanzmanagement oder in der Prüfung verfügen.

Er/Sie sollte über Folgendes verfügen:

- ein gründliches Verständnis über den institutionellen Rahmen der Umsetzung von EU-Mitteln durch die EU-Mitgliedstaaten im Rahmen der geteilten Mittelverwaltung;
- ausgezeichnete organisatorische Fähigkeiten sowie die Fähigkeit, Prioritäten zu setzen und unter Zeitdruck Ergebnisse zu liefern;
- ausgezeichnete analytische Fähigkeiten;
- sehr gute zwischenmenschliche und kommunikative Fähigkeiten;
- Teamgeist;
- sehr gute schriftliche und mündliche Englischkenntnisse. Gute Kenntnisse des Spanischen, Kroatischen, Ungarischen oder Polnischen oder Vertrautheit mit den entsprechenden nationalen Rahmenbedingungen in Spanien, Kroatien, Ungarn oder Polen wären von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s)**. Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass](#) | [Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigegefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“